

Cherbourg. Les parents d'élèves de l'école Mitterrand restent en colère

Une classe devrait fermer à la rentrée de septembre 2024 à l'école François-Mitterrand de Cherbourg-en-Cotentin (Manche). Les parents ont manifesté ce jeudi 22 février.



Les parents d'élèves de l'école Mitterrand de Cherbourg-en-Cotentin restent vent debout pour obtenir le maintien d'une classe menacée.

Les parents d'élèves de l'école élémentaire François-Mitterrand d'Equedreville-Hainneville, commune déléguée de Cherbourg-en-Cotentin (Manche) restent vent debout contre la décision du directeur académique.

Ce jeudi 22 février 2024, en matinée, ces parents ont bravé pluie et vent pour montrer, dans l'entrée de l'école, leur motivation face à l'annonce de la fermeture d'une classe à la rentrée de septembre 2024.

[Carte scolaire dans la](#)

« Nous avons actuellement 103 élèves dans 5 classes, dont une classe spéciale pour l'enseignement des enfants présentant un trouble autistique. La fermeture d'une classe l'an prochain est plus une histoire de finance que de démographie. »

En présence de [Sébastien Fagnen](#) et [Dominique Hébert](#)

Les parents d'élèves sont soutenus dans leur action par les élus locaux, comme [Sébastien Fagnen](#), sénateur, et [Dominique Hébert](#), maire délégué d'[Équeurdreville-Hainneville](#), présents sur les lieux en ce jeudi matin.

[Dominique Hébert](#) fustige « des décisions qui ne sont que le fruit de la loi de finance votée au parlement par 49.3... La ville vient d'investir 4 millions d'euros pour réhabiliter cette école qui va recevoir les trois classes de maternelle l'an prochain. »

Une pétition déjà en ligne

Pour les manifestants, les actions vont perdurer : « Demain après-midi (vendredi), nous allons proposer aux parents de signer une pétition », pétition qui est également déjà accessible en ligne.

« Si rien ne bouge, nous avons prévu début mars de faire une occupation de l'école ; nous sommes très motivés et nous irons jusqu'au bout, quitte à aller en préfecture et interpellier directement les ministères concernés ».

De notre correspondant Jean-Christophe BEAUCHE